



GRUPE DE RECHERCHE ET
D' INFORMATIONSUR LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ

Bâtiment Mundo-Madou
Avenue des Arts 7-8,
1210 Bruxelles, Belgique.
Tél. : +32 (0) 0484 942 792
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 3 mai 2021

BARBAZANGES Louise, *Protéger les écoles au Nigéria : la lutte contre la recrudescence des attaques contre l'éducation, Éclairage du GRIP*, 3 mai 2021, Bruxelles.

<https://grip.org/protéger-ecoles-lutte-contre-attaques-education>



Éclairage

Protéger les écoles au Nigéria : la lutte contre la recrudescence des attaques contre l'éducation

Louise Barbazanges

3 mai 2021

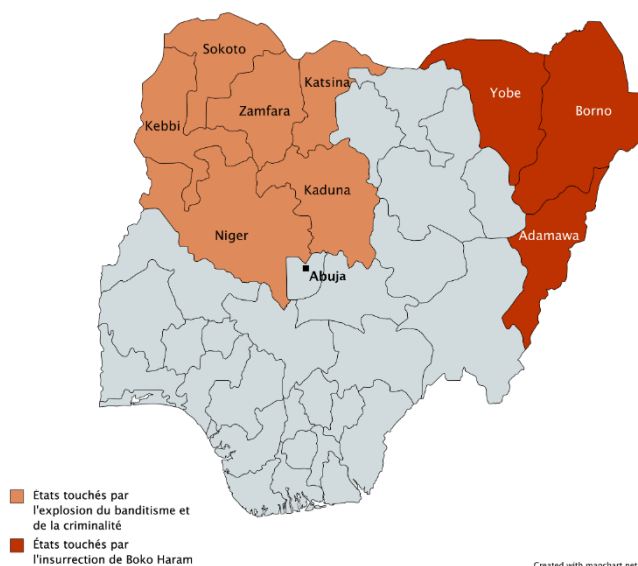
Entre le 11 décembre 2020 et 11 mars 2021, plus de 700 élèves ont été kidnappés lors de cinq raids sur des écoles au nord-ouest du Nigéria¹. Le premier enlèvement de masse de cette série, celui de 344 garçons d'un pensionnat de Kankara (Katsina), a ravivé les souvenirs d'autres enlèvements perpétrés par le groupe armé terroriste Boko Haram comme celui des 276 lycéennes de Chibok (Borno). Pourtant, la série d'enlèvements de ces derniers mois a eu lieu au Nord-Ouest, alors que Boko Haram opère majoritairement au nord-est du pays.

En effet, jusqu'à présent l'éducation était une cible privilégiée du groupe terroriste Boko Haram, dont l'insurrection en 2009 a déclenché un conflit meurtrier au nord-est du Nigéria². Des milices d'auto-défense comme la Force civile mixte se sont par ailleurs formées en soutien à l'État dans la lutte contre Boko Haram. Si ce conflit a affecté plus de 13 millions de personnes, les élèves et professeurs ont été particulièrement touchés : entre 2009 et 2018, plus de 600 professeurs ont été tués, 900 écoles endommagées ou détruites et plus de 1 500 écoles ont dû fermer à cause des violences, perturbant ainsi l'accès à l'éducation de plus de 900 000 élèves³. Au Nord-Ouest, depuis 2011, des tensions opposent les fermiers sédentaires haoussas et les éleveurs nomades peuls pour l'accès aux ressources. La prolifération d'armes dans les deux communautés afin d'assurer leur protection a entraîné l'explosion du banditisme et de la criminalité détériorant ainsi l'environnement sécuritaire. Même si les civils sont particulièrement touchés par ce conflit qui a déjà causé la mort de 8 000 personnes et le déplacement de 200 000 autres⁴, les attaques ciblées contre les écoles restaient, jusqu'alors, relativement rares dans cette région.

Les cinq rapt successifs d'élèves semblent cependant démontrer que les attaques contre l'éducation, c'est-à-dire toute menace ou utilisation de la force intentionnelle contre élèves, professeurs ou établissements scolaires⁵, se répandent dans le nord-ouest du Nigéria...

Cet éclairage vise à démontrer qu'une meilleure compréhension des motivations selon les auteurs de ces attaques est nécessaire afin d'élaborer des réponses concertées et coordonnées qui tiennent également compte des environnements culturels. Dans un premier temps, nous clarifierons les motivations des différents acteurs armés, auteurs des attaques contre l'éducation au Nord-est et au Nord-ouest du pays. Dans un second temps, nous examinerons les initiatives de l'État et les limites de son action ainsi que le rôle essentiel que peuvent jouer les communautés, en concertation avec les différents niveaux de pouvoir, afin de lutter efficacement contre ce phénomène.

Carte 1 : Situation géographique des conflits au nord du Nigéria



1. Auteurs, motivations et conséquences des attaques contre l'éducation

A) Nord-est : les motivations idéologiques sous-tendues des attaques de Boko Haram

Boko Haram

Boko Haram est un mouvement complexe dont les motivations mêlent idéologie, politique et religion et qui s'est scindé en plusieurs factions au cours du conflit⁶. Même s'il existe toujours un débat académique quant aux principaux moteurs de l'insurrection, les revendications de Boko Haram s'articulent autour de deux axes majeurs : l'instauration d'une république islamique fondée sur la charia et le rejet de l'éducation occidentale issue de la colonisation, qui va à l'encontre des doctrines salafistes⁷.

Traduit de la langue locale haoussa, Boko Haram signifie « *l'éducation occidentale est un péché* ». Même si ce n'est pas le nom que se donne le groupe mais le surnom qui lui a été attribué par les médias et les populations, l'éducation est en effet une cible privilégiée pour plusieurs raisons. D'abord, l'éducation occidentale imposée par le gouvernement central est perçue comme incompatible avec les coutumes locales. Contrairement aux États du sud, le Nord est une région majoritairement musulmane qui a plutôt résisté à la colonisation britannique. Ainsi, le système d'éducation séculaire imposé par le gouvernement central est perçu comme inadapté et tenu pour responsable des faibles résultats scolaires dans cette partie du pays. Enfin, attaquer les écoles – symboles de l'autorité fédérale – est également un moyen de saper la puissance d'un État considéré comme corrompu et élitiste⁸.

Alors que l'opposition à l'éducation occidentale est centrale à l'idéologie du groupe depuis le début de son insurrection, la volonté systématique d'attaquer l'éducation s'est intensifiée à partir de 2011⁹. Elle s'est traduite par de nombreuses attaques intentionnelles contre les écoles, les élèves et les professeurs, comme l'assaut puis l'incendie du pensionnat de Buni Yadi (Yobe) qui a tué 59 élèves en 2014¹⁰, mais aussi par des enlèvements, parfois de masse¹¹. Les enlèvements d'écoliers sont en effet la première source de recrutement pour Boko Haram. Les enfants présentent, d'une part, un intérêt stratégique afin de négocier des rançons ou la libération de membres du groupe emprisonnés, et d'autre part, ils constituent des recrues pour les opérations militaires ou à des fins d'exploitation sexuelle¹². En raison de l'insécurité et de la propension du groupe à viser les écoles, le taux de scolarisation a chuté, en particulier dans les écoles rurales, qui bénéficient d'une protection moindre par les forces de sécurité¹³. En 2015, l'UNICEF avait estimé que plus d'un million d'enfants avaient été forcés de quitter l'école à cause du conflit¹⁴. De nombreux parents préfèrent déscolariser leurs enfants plutôt que de les exposer à des risques de meurtre, d'enlèvement ou d'abus sexuel. L'insécurité a également poussé près de trois millions de personnes à fuir vers les localités voisines¹⁵, qui ont rarement les moyens d'accueillir des élèves supplémentaires. Enfin, dans les camps de déplacés internes, l'accès à l'éducation reste précaire voire inexistant¹⁶.

Forces nationales et milices alliées

Bien que dans une moindre mesure, les forces armées nigérianes (FAN) sont également responsables d'attaques contre l'éducation et en particulier, de l'utilisation d'établissements scolaires à des fins militaires, en tant que base militaire ou centre de détention. Les raisons sont majoritairement logistiques : la localisation des écoles est souvent centrale et les établissements disposent d'équipements sanitaires. L'État a également tendance à s'octroyer le droit d'y stationner ses forces puisque ces établissements sont souvent publics. En plus de perturber l'éducation des enfants scolarisés dans ces écoles, la présence de forces peut augmenter l'insécurité (puisque les bâtiments deviennent une cible légitime) et les risques d'abus, notamment sexuels, sur les élèves. Entre 2017 et 2019, 18 écoles étaient ainsi utilisées par les FAN. Des cas abus sexuels par les forces nigérianes sur des élèves et étudiants ont aussi été rapportés. Les attaques contre l'éducation attribuables à la Force civile mixte, milice formée en soutien à l'État contre Boko Haram, sont majoritairement des cas d'abus sexuels sur des élèves et étudiants lors d'opérations de sécurisation des établissements¹⁷.

Les motivations des FAN et de leurs milices alliées ne sont ni systématiques ni idéologiques contrairement à celles de Boko Haram. Outre l'utilisation des écoles à des fins militaires, les attaques contre l'éducation sont des actes isolés qui reflètent un manque d'éthique, de formation et de traduction en justice des soldats individuels plus qu'une réelle volonté de nuire à l'éducation.

B) Nord-Ouest : les motivations économiques des groupes armés criminels

Dans le nord-ouest du pays, les attaques contre l'éducation ne sont pas liées à une lutte idéologique, antiétatique ou religieuse mais relèvent davantage de la criminalité organisée. Jusqu'à récemment, les groupes armés criminels extorquaient et pillaient les communautés rurales mais depuis peu, les attaques ciblent les écoles et pensionnats. Le raid de ces établissements, peu protégés car souvent localisés dans des régions rurales, et l'enlèvement d'enfants génèrent un soulèvement de l'opinion public qui exhorte l'État à répondre rapidement¹⁸. Les cinq enlèvements commis entre décembre 2020 et mars 2021 semblent avoir été perpétrés dans l'optique d'obtenir une rançon ou d'échanger les enfants kidnappés contre des membres détenus par le gouvernement. Même si les autorités nient céder aux pressions, elles auraient déjà payé plus de 18 millions de dollars à différents groupes armés à travers le pays entre 2011 et 2020 démontrant que cette pratique est courante. De plus, des allégations de détournement d'une partie des rançons pèsent sur certains officiels¹⁹.

Tout comme dans le Nord-Est, le taux de scolarisation des enfants a chuté en raison des nombreuses attaques visant les écoles, les parents refusant d'exposer leurs enfants à des risques d'enlèvement²⁰. La recrudescence des attaques contre l'éducation a aussi entraîné la fermeture préventive des établissements scolaires²¹. Plus inquiétant encore, la perte de contrôle totale de l'État au Nord-Ouest pourrait faciliter l'infiltration d'éléments terroristes venus du Nord-Est du Nigéria ou de la frontière avec le Niger²². Bien que les hommes armés ayant perpétré l'enlèvement de Kankara le 11 décembre 2020 aient dit agir pour le compte de Boko Haram, aucun lien n'a été pour l'instant établi²³. Toutefois, les groupes terroristes comme Boko Haram pourraient capitaliser sur cette incapacité démontrée de l'État nigérian à protéger sa population pour attirer des enfants dans leurs rangs en échange de protection²⁴.

2. Lutter contre les attaques contre l'éducation au Nigéria

A) Les initiatives de l'État nigérian

Après l'enlèvement des lycéennes de Chibok en 2014, l'Initiative pour des écoles sécurisées a vu le jour avec l'objectif de protéger les établissements scolaires des États d'Adamawa, Borno et Yobe. Cette initiative prévoyait différentes actions à mettre en place à l'échelle des écoles, de la communauté et de l'État²⁵. Mais lors de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Buhari en 2015, cette initiative n'a pas été poursuivie. La protection des écoles a été intégrée dans des programmes du Comité présidentiel pour l'Initiative au Nord-Est axés sur le renforcement de l'éducation pour les enfants déplacés, le transfert d'enfants vivants dans les zones à haut risque d'attaque vers des régions plus sûres et la réhabilitation d'écoles²⁶. L'enlèvement de 110 écolières à Dapchi en 2018 démontre pourtant que ces mesures sont insuffisantes.

En 2012, un Groupe de travail sur l'éducation en situation d'urgence a été formé avec l'objectif de mettre en place une stratégie de réponse contre les menaces visant l'éducation²⁷.

Il a notamment poussé l'État nigérian à adhérer à la *Déclaration internationale sur la sécurité dans les écoles* en 2015, puis à la ratifier en 2019. Par cette *Déclaration*, le gouvernement s'est engagé à protéger les écoles contre les attaques. En dépit de l'organisation d'ateliers de sensibilisation et de la préparation d'un manuel pour la formation des forces de sécurité en conformité avec la *Déclaration* et d'une politique nationale pour des écoles sûres et sans violence²⁸, la majorité des attaques restent impunies et des progrès tangibles tardent à voir le jour sur le terrain. Plusieurs engagements requièrent encore d'être traduits en mesures concrètes : protéger les écoles de l'utilisation à des fins militaires voire l'interdire sous le droit nigérian ; réviser les codes de conduite des forces armées et former les troupes à l'éthique, au respect des droits humains et des enfants ainsi que de l'éducation ; collecter des données fiables sur les attaques contre l'éducation ; mener des enquêtes systématiques pour assurer la poursuite judiciaire des responsables (y compris des forces nationales) et tirer des leçons des attaques précédentes. Le fait que le Nigéria accueille, en 2021, la quatrième Conférence internationale sur la sécurité des écoles, forum de partage sur la mise en œuvre de la *Déclaration*, pourrait être le signe d'une impulsion plus concrète vers le respect de ses engagements.

Au Nord-Ouest, il semblerait que les récents enlèvements aient poussé l'État à mettre en place des systèmes d'alerte et de réponse rapides. Un média local rapportait que grâce au protocole instauré, lorsque des assaillants sont entrés dans une école de l'État de Kaduna le 15 mars 2021, le système d'alerte et l'intervention rapide des forces de sécurité a permis de déjouer l'attaque²⁹. Mais ce système est perfectible puisque 39 élèves ont tout de même été enlevés le 11 mars³⁰ ainsi que trois professeurs, le 15 mars³¹, dans le même État. Il est nécessaire de renforcer et de généraliser ces systèmes d'alerte³² notamment grâce au développement du renseignement local et au déploiement d'unités de réponse rapide supplémentaires.

Certains gouverneurs des États du Nord-Ouest voudraient accorder l'amnistie aux groupes criminels en échange de leur désarmement, mais cette initiative fait débat³³ tandis que les récents exemples montrent que les groupes armés ont tendance à rompre de tels accords³⁴[34]. Une réponse globale doit être apportée par la traduction en justice des auteurs et l'instauration d'une stratégie sur le long terme pour faire cesser les attaques contre l'éducation. Pour cela, la coordination entre le gouvernement central et les autorités fédérées en coopération avec les communautés est essentielle.

B) Le rôle crucial des communautés

Au Nord-Ouest, outre le recrutement puis le déploiement d'effectifs militaires et policiers additionnels par l'État fédéral, la création d'une unité de police régionale en appui aux forces nationales pourrait être envisagée. Elle compléterait les effectifs de police fédéraux trop peu nombreux³⁵ et participerait à la restauration de la confiance des populations envers les forces de sécurité et donc à la sécurisation des communautés rurales³⁶. Dans l'État de Kaduna, le gouverneur a choisi de former une police communautaire³⁷. Toutefois, la création de ce type d'unités comporte des risques.

Dans des régions où différents groupes communautaires s'affrontent, il est nécessaire de s'assurer que les recrues défendent les intérêts communs et non leurs intérêts personnels au risque d'embraser le conflit et de perpétuer la violence³⁸. L'armement des civils par le biais de ces polices pourrait accroître la circulation des armes dans la région et renforcerait ainsi la capacité de nuisance des groupes criminels et terroristes.

Au Nord-Est, la Force civile mixte s'est formée en 2013 en guise de réponse communautaire contre les violences avant d'être soutenue par l'État et de participer aux combats aux côtés des FAN. Même si les connaissances des membres de la Force se sont avérées particulièrement utiles pour détecter les menaces³⁹, la Force civile mixte a aussi montré ses limites. D'une part, le manque de coopération avec les forces nationales et les faibles capacités de la Force civile mixte par rapport aux groupes armés⁴⁰ ont réduit son efficacité. D'autre part, certains membres de la Force ont commis des atrocités restées impunies et utilisé leur statut privilégié à des fins personnelles ou criminelles pour se venger ou s'enrichir⁴¹.

Si l'armement des civils peut s'avérer contreproductif, les communautés ont pourtant un rôle crucial à jouer dans l'amélioration de l'environnement sécuritaire. Leurs connaissances du terrain, des langues locales et leurs contacts sont autant d'atouts non négligeables pour la bonne conduite des opérations. Établir une relation de confiance entre les forces de sécurité et les communautés – qui sont les mieux placées pour identifier les éléments externes susceptibles de provoquer l'insécurité – permettrait de développer le renseignement local pour identifier les menaces et de mieux planifier et cibler les opérations. L'action concertée entre les gouvernements locaux et les institutions traditionnelles et religieuses au sein des communautés permettrait également de renforcer la résilience des populations face à la montée du terrorisme⁴². En ce qui concerne la protection des écoles, une action coordonnée entre les forces de sécurité et les autorités locales avec la participation des populations permettrait l'identification des menaces potentielles contre l'éducation et l'intervention rapide en cas d'attaque, améliorant ainsi l'efficacité des systèmes d'alerte⁴³.

Conclusion

Le nord du Nigéria reste une région instable où l'éducation est une cible privilégiée par les différents acteurs armés. Si les motivations entre les groupes armés terroristes du Nord-Est et les groupes criminels du Nord-Ouest diffèrent, les conséquences sont identiques : l'insécurité et la déscolarisation des élèves ont augmenté. Protéger les écoles reste d'autant plus primordial en temps de conflit armé que l'accès à l'éducation peut prévenir d'autres phénomènes comme le recrutement des enfants. L'État nigérian semble jusqu'ici impuissant pour lutter contre ce phénomène. Un pas a pourtant été franchi avec l'adhésion du pays à la *Déclaration sur la sécurité dans les écoles*, mais cet engagement doit s'accompagner de mesures concrètes. Les communautés ont aussi un rôle essentiel à jouer et doivent être associées à l'approche des autorités.

Plus qu'une réponse militaire et unilatérale du gouvernement, c'est une réponse coordonnée avec l'appui des communautés et une stratégie globale qui s'attaque aux moteurs et racines du radicalisme⁴⁴ et de la criminalité et prend en compte les besoins des populations (meilleure gouvernance, respect des coutumes locales, accès aux services sociaux et éducatifs, opportunités d'emplois, réduction de la pauvreté etc.) qui s'avère indispensable pour instaurer une paix durable. À ce titre, l'Initiative pour des écoles sécurisées, développée en 2014 et qui comprenait trois échelles d'action : écoles, communautés et État, mériterait d'être relancée. Outre la sécurisation des écoles et le renforcement des protocoles d'alerte, la prise en compte des différences culturelles au Nord pourrait également permettre de réduire la propension des groupes armés terroristes à attaquer les écoles.

Auteure

Louise Barbazanges est assistante de recherche au GRIP, sous la direction de [Claire Kupper](#), chargée de recherche dans l'axe « Conflits, gouvernance et sécurité en Afrique ».

1. Le 11 décembre 2020, 344 adolescents ont été kidnappés dans un pensionnat à Kankara (Katsina). Le 19 décembre, plus de 80 écoliers ont été enlevés alors qu'ils rentraient vers le village de Mahuta (Katsina). Dans la nuit du 17 février 2021, 42 élèves et personnels d'une école de Kagara (Niger) ont été enlevés. Le 26 février, 279 filles ont été kidnappées dans un pensionnat à Jangebe (Zamfara). Enfin, 39 étudiants ont été enlevés dans un établissement scolaire à Mando (Kaduna), le 11 mars. Hormis les 39 étudiants de Mando, tous les autres enfants ont été relâchés quelques jours après leur enlèvement.
2. Voir : Georges BERGHEZAN, « [Boko Haram, fiche documentaire](#) », *Note d'Analyse du GRIP*, GRIP, Bruxelles, 8 janvier 2016 ; Laetitia TRAN NGOC, « [Boko Haram – Fiche Documentaire](#) », *Note d'Analyse du GRIP*, GRIP, Bruxelles, 4 octobre 2012.
3. Marika TSOLAKIS *et al.*, « Education Under Attack 2020 », Global Coalition to Protect Education from Attack, New York, 2020, p. 185.
4. « [Violence in Nigeria's North West: Rolling Back the Mayhem](#) », *International Crisis Group*, Rapport Afrique n° 288, 18 mai 2020.
5. Le terme attaque contre l'éducation englobe : (1) les attaques contre les établissements d'enseignement, (2) les attaques contre le personnel éducatif et les élèves, (3) l'utilisation des écoles à des fins militaires, (4) le recrutement des enfants à l'école ou sur le chemin vers/en retour de l'école et (5) la violence sexuelle à l'école ou sur le chemin de l'école.
6. Pour une meilleure compréhension des divergences au sein du groupe et des connexions entre Boko Haram et des acteurs externes tels que l'État Islamique ou Al Qaïda, voir : Signe COLD-RAVNKILDE et Sine PLAMBECH, « [Boko Haram: From Local Grievances to Violent Insurgency](#) », *Danish Institute for International Studies*, Rapport 2015: 21, Copenhague, 2015, p. 24 ssq.
7. *Ibid.*, p. 20.
8. Signe COLD-RAVNKILDE et Sine PLAMBECH, p. 20, *op. cit.* ; Madiha AFZAL, « [The fundamental connection between education and Boko Haram in Nigeria](#) », *Brookings*, 7 mai 2020.
9. Mark RICHMOND *et al.*, « [Education Under Attack 2014](#) », *Global Coalition to Protect Education from Attack*, New York, 2014, p. 165.
10. Joe HEMBA, « [Nigerian Islamists kill 59 pupils in boarding school attack](#) », *Reuters*, 26 février 2014.
11. Trois enlèvements de masse ont été attribués à Boko Haram : à Chibok en 2014 (276 lycéennes), à Damasak en 2014 (plus de 300 enfants) à Dapchi en 2018 (110 écolières).
12. Hakeem ONAPAJO, « [Why children are prime targets of armed groups in Northern Nigeria ?](#) », *The Conversation*, 15 mars 2021.

-
13. Aisosa Jennifer ISOKPAN et Ebenezer DUROJAYE, « Impact of the Boko Haram Insurgency on the Child's Right to Education in Nigeria », *PER/PELI*, 19, 2016, p. 12.
 14. « Nigeria conflict forces more than 1 million children from school », *communiqué de presse de l'UNICEF*, UNICEF, 22 décembre 2015.
 15. « Operational Portal Refugee Situations: Nigeria », *Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés*, consulté le 23 mars 2021.
 16. Aisosa Jennifer ISOKPAN et Ebenezer DUROJAYE, p. 22, *op. cit.*
 17. Marika TSOLAKIS *et al.*, p. 187, *op. cit.*
 18. Nnamdi OBASI, « Halting repeated school kidnapping in Nigeria », *International Crisis Group*, 5 mars 2021.
 19. Ruth MACLEAN, « Nigeria's Boarding Schools Have Become a Hunting Ground for Kidnappers », *The New York Times*, 1^{er} mars 2021.
 20. Nnamdi OBASI, *op. cit.*
 21. Timothy OBIEZU, « Large-Scale Kidnappings in Nigeria's North Threaten Education », *Voice of America*, 3 mars 2021.
 22. Oluwole OJEWALE, « Rising Insecurity in Northwest Nigeria: Terrorism thinly disguised as banditry », *Brookings*, 18 février 2021.
 23. Nnamdi OBASI, *op. cit.*
 24. « By targeting schools, Nigerian kidnappers put country at risk », *France 24*, 27 février 2021.
 25. « The Safe Schools Initiative: Protecting the Right to Learn in Nigeria », *The World Economic Forum*, Abuja, 7 mai 2014.
 26. Holly CARTNER, « I Will Never Go Back to School: The Impact of Attacks on Education for Nigerian Women and Girls », *Global Coalition to Protect Education from Attack*, New York, octobre 2018, p. 56 sq.
 27. « Terms of reference », *Education in Emergencies Working Group Nigeria*, Abuja, 2013, p. 1.
 28. « GCPEA News », *Newsletter 18 décembre 2020*, Global Coalition to Protect Education from Attack, 18 décembre 2020.
 29. Igor MEGAN, « Nigéria : l'armée déjoue une nouvelle tentative de kidnapping d'étudiants à Kaduna », *ActuCameroon*, 15 mars 2021.
 30. « Nigeria Gunmen Abduct Dozens of Students in College Raid », *Voice of America*, 12 mars 2021.
 31. « Gunmen Kidnap Three Teachers in Nigeria's Restive Northwest », *Voice of America*, 15 mars 2021.
 32. Pour plus d'informations sur le renforcement des systèmes d'alerte contre le recrutement des enfants dans le cadre des opérations de paix, voir : Claire KUPPER et Liza YOUNG, « Opérations de paix et protection des enfants : transformer l'alerte rapide en alerte précoce », Note d'analyse de l'Observatoire Boutros-Ghali, GRIP, Bruxelles, 2 décembre 2020.
 33. Nnamdi OBASI, *op. cit.*
 34. Liza FABBIAN, « Nigéria : mort du chef de gang qui avait mené l'enlèvement de 344 garçons d'un pensionnat », *RFI*, 1^{er} mai 2021.
 35. Afin de satisfaire le ratio standard des Nations unies d'1 policier pour 450 habitants, près de 73 000 officiers devraient être recrutés. De plus, le déploiement de 150 000 policiers pour la sécurité de personnalités réduit d'autant les effectifs de police disponibles pour sécuriser d'autres parties du pays, voir : Benedicta AKPEDE, « The Nigerian Police Force and Zero Accountability on 135 Billion Naira VIP Police Revenue », *Dataphyte*, 22 novembre 2019.
 36. « Amnesty: Price for Peace? », *Nextier Security Peace and Development*, 22 février 2021.
 37. « Peaceful Community Policing », *Nextier Security Peace and Development*, 16 décembre 2020.
 38. Voir : Claire ZUTTERLING, « Armer les civils : la loi des Volontaires pour la Défense de la Patrie au Burkina Faso », *Éclairage du GRIP*, GRIP, Bruxelles, 30 octobre 2020.
 39. « Une arme à double-tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines », *International Crisis Group*, Rapport Afrique n° 251, 7 septembre 2017, p. 20.
 40. « Violence in Nigeria's North West: Rolling Back the Mayhem », *op. cit.*
 41. « Une arme à double-tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines », p. 21, *op. cit.*

42. Oluwole OJEWALE, *op. cit.*

43. « Africa needs to better protect its schoolchildren », *Council on Foreign Relations*, 16 mars 2021.

44. EJ HOGENDOORN, « Boko Haram's Evolution: How it got this far, and how to stop it », *Open Canada*, 21 octobre 2015.